



Repenser la gouvernance mondiale

Inutile d'espérer réguler le monde si on continue à se cramponner à nos vieilles certitudes

Dis-moi ta vision du monde, et je te dirai quel candidat tu es ! Sommet européen, G8, réunion de l'Otan, Rio+20, crise syrienne... les questions internationales attendent le prochain président de pied ferme. Certes, ce n'est sans doute pas sur ces sujets que se remportera l'élection. Mais c'est sur eux que se construiront demain la crédibilité et la stature du futur élu. Si, personnellement, je loue le pragmatisme comme méthode de travail, je pense en revanche qu'il n'y a pas de pensée politique qui puisse faire l'économie d'un regard au long cours et d'une vision un peu structurée de l'ordre du monde.

Alors, si les fiches des candidats sont encore insuffisantes, je n'ai qu'un conseil à donner : lire toutes affaires cessantes un ouvrage du Collegium international paru cette semaine et intitulé « Le monde n'a plus de temps à perdre » (1). Voilà un texte qui devrait figurer en bonne place sur la table de chevet des finalistes de la présidentielle. Véritable traité de savoir-faire à l'usage de nos futurs dirigeants, ce livre va non seulement aux racines de l'actuel désordre établi, mais il s'attache aussi et surtout à réfléchir aux réformes nécessaires pour ouvrir le champ d'une nouvelle gouvernance mondiale. Car, si nous voulons répondre à la « polycrise » dans laquelle le monde est plongé, il est urgent de doter la planète d'institutions et d'instances à la hauteur des défis économiques, sociaux, écologiques et géopolitiques.

Il est grand temps que la politique se réempare de la question de la gouvernance, et pas seulement à l'échelle du pays et de l'Union européenne. Nous faisons mine de réguler le monde avec nos vieilles certitudes ; nous l'abandonnons en fait à ses incertitudes et à la fulgurance de changements dont nous nous contentons de déplorer les effets immédiats comme une suite chaotique de ruptures circonstanciées.

Ainsi, tout le monde s'accorde aujourd'hui à dénoncer l'impuissance de l'ONU, mais personne n'accepte de mettre en débat la composition de son Conseil de Sécurité et le fameux droit de veto que détiennent ses membres permanents. On le sait, ce point figure dans l'accord programmatique entre socialistes et écologistes et il n'a pas manqué de provoquer des cris d'orfraie parmi les belles âmes nationales !

A les entendre, nous ne demanderions rien moins de la France qu'elle renonce unilatéralement à son glorieux rang de grande puissance mondiale ! Pourtant, il faut être aveugle pour ne pas voir que l'actuel Conseil de Sécurité et son mode de décision sont à l'image d'un monde qui n'est plus, un monde arrêté au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, l'Union européenne en tant que telle, le Japon, mais aussi le Brésil ou l'Afrique du Sud n'en sont pas. Un simple veto russe, chinois ou américain suffit aujourd'hui à retarder ou à bloquer toute décision d'importance sur la Syrie ou le conflit israélo-palestinien. Quant au droit de veto de la France, c'est devenu une farce. On s'enorgueillit d'avoir menacé d'en user lors du conflit irakien en 2003. C'est vrai, mais il faut aussi dire que si, pour la première fois depuis 1976, la France a osé un tel coup d'éclat, c'est qu'elle se savait pleinement soutenue par l'Allemagne. Clairement, il faut revoir de fond en comble la gouvernance des Nations unies, abolir le droit de veto et imaginer un système de majorités qualifiées différenciées en fonction de la gravité des sujets examinés.

Oui, notre futur président devra comprendre que le monde va vite et que la diplomatie française a peut-être encore un rôle à jouer si elle sort de son confort et cesse de ressasser sa gloire passée. **DANIEL COHN-BENDIT**

(1) Par Stéphane Hessel, Michel Rocard, Edgar Morin, Mireille Delmas-Marty, Peter Sloterdijk... aux éditions Les Liens qui libèrent.